

MOSTAFA TERRAB

Président-directeur général du Groupe OCP

Nathalie DELAPALME

Mostafa Terrab, Monsieur le Président, pourriez-vous maintenant nous apporter à la fois le point de vue du secteur privé et aussi le point de vue du Maroc, qui joue aujourd'hui un rôle leader sur le continent africain ? Comment convaincre les pays récalcitrants, ou les opinions récalcitrantes à l'intérieur des pays ? Parce que dans le fond, il n'y a pas de politique publique convaincante pour nos concitoyens et donc durable si elle ne repose pas sur des intérêts partagés, davantage que sur le seul devoir moral, ou sur une loyauté collective. Notre capacité collective à démontrer l'intérêt de cet accord pour les individus, pour les citoyens dans leur vie quotidienne, est certainement un élément fondamental. Or certains semblent redouter que la mise en œuvre de ces accords n'introduise des écarts de compétitivité tels qu'ils risquent de nuire, de mettre en difficulté, voire de détruire certains pans économiques ou même certains pays particulièrement fragiles. Est-ce vrai et si oui, comment y remédier ? Comment convaincre les récalcitrants ? Faut-il des mécanismes d'ajustement, des mécanismes de solidarité ? Comment démontrer cet intérêt, comment le démontrer en particulier dans le domaine de l'agriculture, si essentiel pour l'avenir du continent africain ? Nous sommes nombreux ici à être convaincus que le secteur agro-alimentaire constitue un potentiel majeur pour le continent, pas seulement pour sa propre sécurité alimentaire, mais aussi parce que nous vivons dans un monde où la demande alimentaire ne va cesser de s'accroître tandis que la production agricole diminue un peu partout. Merci beaucoup.

Mostafa TERRAB

La dernière fois que j'ai commis l'erreur d'accepter d'intervenir dans une conférence avec Uri Dadush, c'était il y a 30 ans. Et que reste-t-il à dire une fois que vous avez parlé ? Je ne saurais concurrencer votre hauteur de vue, je vais donc m'en tenir à des choses très terre à terre et vous parler d'agriculture et, plus précisément, de notre propre expérience en matière d'engrais et ce que nous pouvons en tirer comme enseignements.

Concrètement, cette expérience nous a confirmé l'importance de disposer de politiques adaptées. Plutôt que de garantir que les investissements accompagnent le libre-échange, l'un des principaux prérequis, sinon le plus important, est de s'appuyer sur des politiques adaptées. Nous devons en effet nous poser la question de la pertinence du libre-échange si nous ne sommes pas en mesure de produire les biens et les services à échanger à l'intérieur du continent. À l'heure actuelle, nos échanges portent principalement sur les secteurs de l'extraction, qui bénéficient aux économies en dehors du continent qui ont développé les capacités de transformation pour consommer ces matières premières. Dans une large mesure, ce n'est pas le cas pour l'Afrique, nous n'allons donc assurément pas échanger des ressources naturelles les uns avec les autres.

Nous ne disposons pas des capacités de les transformer au sein du continent et l'agriculture, notamment les engrais, en constitue une parfaite illustration. La révolution verte africaine a besoin d'engrais et le continent a la capacité de produire ses propres engrais. Cependant, jusqu'à il y a dix ans, l'Afrique se contentait d'exporter exclusivement ses ressources naturelles vers les producteurs d'engrais en dehors du continent et devait importer en retour les produits finis, parfois à un prix cinq à six fois plus élevé que le prix international. Je n'irai pas dans le détail mais il en allait de même pour d'autres marchandises.

En ce qui concerne la zone de libre-échange continentale, quelles sont les politiques micro-économiques et sectorielles pour négocier le changement de valeur qui va prendre corps avec ces échanges ? J'ai promis de rester terre à terre, je vais donc vous relater une expérience concrète et je suis très heureux que le Premier ministre soit parmi nous car, lorsque que nous avons commencé à nous intéresser au marché des engrais, nous avons débuté par l'Éthiopie. Comme le Maroc, l'Éthiopie importait tous ses engrais depuis l'extérieur du continent et si nous cherchons à encourager l'industrialisation et les activités de transformation dans nombre de secteurs, alors nous ne devons pas



oublier que les révolutions industrielles ont toujours commencé par des révolutions agricoles, des révolutions vertes dans beaucoup d'autres économies.

Par conséquent, le continent se doit de réfléchir sérieusement à sa révolution verte pour savoir si celle-ci débouchera sur une agriculture industrielle, qui transforme et produit d'autres chaînes de valeur au sein du continent. Mais pouvons-nous réellement parler de révolution verte africaine ? Beaucoup d'ONG et d'organisations internationales se concentrent sur cet aspect mais aucun autre continent n'a connu de révolution verte, que ce soit en Inde, au Brésil ou ailleurs, qui n'ait pas débuté par une politique en matière d'engrais. Tout dépend de la situation du continent en matière de consommation d'engrais. Ainsi, il y a une surconsommation en Chine, reconnue par les décideurs, mais ce qui compte c'est que cela se traduit par une productivité agricole très faible.

Quand nous avons décidé d'améliorer la situation, il était essentiel et même indispensable d'être aussi en mesure de produire nos propres engrais sur le continent et non pas seulement de les importer – pour des questions de coût, entre autres. Nous avons commencé à produire des engrais avec des ressources naturelles africaines mais nous avons également adapté les produits aux cultures et au sol africains. Ce que nous observons aujourd'hui, c'est une croissance phénoménale de la consommation d'engrais dans nombre de pays africains. Il y a dix ans, l'exécutif à Abuja a décidé d'instaurer un objectif de consommation de 50 kg par hectare, quand la moyenne mondiale se situe à plus de 100 kg par hectare – un objectif raisonnable, donc. Et pourtant, seule l'Éthiopie s'approche de cet objectif. Beaucoup d'autres pays en sont encore loin mais présentent des taux de croissance très élevés, proches de la révolution agricole d'il y a quinze ou vingt ans.

Comment l'expliquer ? Par l'engrais personnalisé, qui nous offre la possibilité de produire sur le continent les engrais adaptés à nos conditions puis de les échanger au sein même du continent. Tout a commencé par la cartographie de la fertilité des sols, en utilisant les formules d'engrais adaptés et plus seulement les engrais importés. C'est ce que nous avons fait dans de nombreux pays mais j'aimerais terminer par l'exemple éthiopien car il illustre également une politique adaptée. Nous avons réalisé des cartes de fertilité des sols, cofinancées par la Gates Foundation et l'agence pour la transformation de l'agriculture d'Éthiopie. Le pays consommait du phosphate de diammonium importé, un engrais standard. Nous avons procédé à des essais sur le terrain et nous avons observé que le nouvel engrais, fruit de cette analyse, présentait une productivité bien plus élevée que l'engrais importé.

Eh bien, cet engrais est 40 % moins cher et avec les politiques adéquates – ce qui n'était pas le cas dans les autres pays – la consommation d'engrais en Éthiopie est devenue bien plus adaptée. Nous reproduisons ce modèle dans de nombreux pays et notre dernière expérience en date a été réalisée au Ghana. C'est la clé : vous avez besoin à la fois d'une vision commerciale et de politiques complémentaires afin d'améliorer les chaînes de valeur mais aussi de politiques sélectives adaptées en matière d'industrialisation en Afrique.